



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 14 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions sociales et questions relatives aux droits  
de l'homme : développement social**

### **Déclaration présentée par l'Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément  
aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2012/100.



## Déclaration

Guidée par le nombre croissant d'études qui révèlent une vulnérabilité accrue des jeunes enfants âgés de 0 à 8 ans, l'organisation engage tous les gouvernements à prendre en considération les avantages multiples qui découlent des initiatives en faveur de la réalisation de l'objectif 2 des objectifs du Millénaire pour le développement.

Sources de référence essentielles, la Convention relative aux droits de l'enfant et le rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance intitulé « La situation des enfants dans le monde 2012 », soulignent les problèmes cruciaux soulevés par le développement des initiatives qui profitent aux populations les plus jeunes et les plus vulnérables, et à celles qui ont le plus besoin d'un soutien. Les gouvernements et les autres parties prenantes sont invités instamment à fournir des soins, une éducation et des services de qualité au jeune enfant.

Les conséquences manifestes qui découlent de l'investissement dans les soins et l'éducation donnés au jeune enfant sont l'augmentation des possibilités d'emploi dans le domaine du jeune enfant et dans les domaines connexes, tels que la médecine et les soins de santé, la nutrition et les services sociaux. En outre, les investissements dans ces domaines augmentent les possibilités professionnelles d'une main-d'œuvre qualifiée qui appuie la rénovation, la construction et l'entretien des crèches et des établissements préscolaires, la fabrication du matériel et des fournitures de base et la production de biens destinés à la satisfaction des besoins nutritionnels.

Demandant aux gouvernements de soutenir les initiatives en faveur du développement du jeune enfant, l'organisation souhaite appeler l'attention aux avantages qui non seulement développent la capacité de la main-d'œuvre, mais aident à créer des possibilités économiques durables au plan local, régional et national. Elle engage les gouvernements à s'employer à éliminer les graves disparités et inégalités en ce qui concerne les soins et l'éducation donnés au jeune enfant, qui sont liées à la pauvreté, au sexe, au handicap, à la langue, à l'ethnicité et à la situation géographique. En l'absence d'une action ciblée, les gouvernements manqueront à leurs responsabilités au lieu de créer des capacités qui assurent le bien-être des enfants qui constitueront la prochaine génération de citoyens et d'artisans de la croissance économique.

Chaque gouvernement doit :

a) Élaborer et/ou continuer à perfectionner des politiques et plans nationaux concernant les enfants, du stade prénatal à l'âge de 8 ans, qui englobent la protection du jeune enfant, la stimulation cognitive et les possibilités d'apprentissage; le soutien social et affectif; et les soins de santé et une nutrition adéquats;

b) Mettre en place des systèmes de soins et d'éducation pour les enfants les plus jeunes, les plus vulnérables et les plus exclus du monde. À l'heure actuelle, seulement un enfant sur cinq âgés de 3 à 5 ans dans les familles urbaines mieux situées dans les pays en développement a accès à des soins et une éducation organisés institutionnalisés ou non d'institutionnalisés. L'élaboration et l'extension des programmes assureront un bon départ pour toutes les filles et tous les garçons;

c) Reconnaître que le développement du jeune enfant a lieu dans toute une gamme d'environnements, y compris le foyer, les garderies, les crèches, les établissements préscolaires et la communauté dans son ensemble, ainsi que dans des établissements religieux, privés ou alternatifs qui fournissent des soins, et les incorporer dans ses plans;

d) Investir dans la création, pour le jeune enfant, d'un personnel bien formé qui est essentiel pour offrir des expériences optimales qui aident tous les jeunes enfants à prospérer et à réaliser pleinement leur potentiel;

e) Développer ou renforcer l'aptitude des établissements éducationnels à créer des capacités et à élaborer des stratégies en matière de leadership et de recherche aux fins de l'amélioration du développement du jeune enfant, y compris les enfants handicapés, conformément aux intérêts du pays;

f) Reconnaître et montrer qu'il est nécessaire que le personnel chargé du jeune enfant bénéficie d'une rémunération adéquate, élément crucial des programmes de qualité pour les soins et l'éducation du jeune enfant.

---